



# LA LETTRE D'ATTAC PARIS 12°

JANVIER 2018

**BNP PARIBAS**



**Vs**

**DEMANDONS  
LA RELAXE  
DE NICOLE BRIEND**

#RelaxePourNicole  
#ProcesCarpentras

**05 & 06.02.18  
CARPENTRAS**

[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

## Évasion fiscale : les autorités politiques et judiciaires s'attaqueront-elles aux vrais coupables ?

18 mois après les Panama Papers, les Paradise Papers révèlent que l'évasion fiscale des multinationales et des ultra-riches continue de plus belle ! La plupart des techniques d'optimisation utilisées dans les Paradise Papers sont légales, même si elles s'apparentent à des abus de droit, et résultent du laisser-faire des gouvernements et des autorités judiciaires.

En France, le Conseil constitutionnel a rejeté le reporting public des entreprises multinationales au motif que cette mesure aurait nui à la liberté d'entreprendre !

Quant à l'actuel gouvernement, il a censuré un amendement à la loi de moralisation de la vie publique visant à supprimer le « verrou de Bercy », qui permet au ministre du Budget de bloquer les actions judiciaires contre les évadés fiscaux.

Même légale, l'évasion fiscale gonfle les déficits publics et concourt à la dégradation des services publics et de la protection sociale. Plutôt que de supprimer l'impôt sur la fortune, le gouvernement français ferait mieux de lutter sérieusement contre l'évasion fiscale pour rapatrier l'argent des riches !

Plutôt que de stigmatiser les pauvres et les chômeurs supposés frauder et creuser « le trou » de la Sécurité sociale, les gouvernements devraient poursuivre les véritables responsables du détournement d'argent public : les cabinets d'affaires et les banques qui organisent l'évasion fiscale, tout comme les ultra-riches et les multinationales qui en profitent pour se soustraire à l'impôt et ne sont que trop rarement inquiétés par la justice.

Les citoyen.ne.s subissent une double peine face à l'évasion fiscale. À la fois victimes de ses effets pervers sur les politiques publiques, mais aussi inquiété.e.s et parfois condamné.e.s par la justice lorsqu'ils ou elles dénoncent ce fléau : des journalistes comme Denis Robert (dans l'affaire Clearstream) ou Edouard Perrin (affaire LuxLeaks), des lanceurs d'alerte comme Antoine Deltour et Raphael Halet (affaire Luxleaks), des militant.e.s comme les faucheurs de chaises Jon Palais (Bizi !) et Florent Compain (Amis de la Terre), etc. Aujourd'hui, c'est au tour de Nicole Briend, simple citoyenne, adhérente d'Attac de longue date, militante engagée dans de nombreuses luttes et alternatives locales (AMAP, défense de la gestion publique de l'eau) de se retrouver devant la justice. Elle a légitimement choisi de participer à une action de désobéissance civile non violente et à visage découvert.

Sera-t-elle condamnée alors que l'évasion fiscale est encouragée par des lois injustes et une indulgence coupable à l'égard des riches fraudeurs ? Faut-il faire le procès des citoyen.ne.s qui se mobilisent au nom de l'intérêt général ?

L'action des lanceurs d'alerte, les révélations des journalistes suivies de mobilisations citoyennes sont nécessaires pour faire pression sur les gouvernements et éviter que ce fléau de l'évasion fiscale survive et se développe de scandale en scandale.

**Nous sommes solidaires de Nicole Briend car son action est légitime, et nous demandons sa relaxe.**

**Soutenons Nicole Briend  
les 5 et 6 février 2018 à Carpentras**

## ASSISES POUR LA LIBERTE DU TRAVAIL

Macron veut libérer le travail ? Nous aussi ! Mais nous voulons le libérer de l'emprise des actionnaires et des objectifs chiffrés. Lui redonner du sens. Conquérir le pouvoir d'agir sur comment et pourquoi nous travaillons. Rendre le travail vivable et soutenable, pour nous et pour la planète.

Déjà de multiples initiatives s'y emploient, portées par des organisations syndicales, des collectifs et des coopératives de travail, des chercheur·e·s et des professionnel·le·s de santé...

Avec Geneviève Azam (Attac), Éric Beynel (Solidaires), Yves Clot (Cnam), Philippe Davezies (Université Lyon 1), Noémie de Grenier (Coopaname), Fabien Gâche (CGT), Danièle Linhart (CNRS), Duarte Rolo (Cnam), Alistair Smith (Banana Link), Laurence Théry (auteure de Le travail intenable), Laurent Vogel (Institut syndical européen) et d'autres intervenant·e·s en attente de confirmation

Avec le soutien de la FSU et de l'Union syndicale Solidaires. En partenariat avec Basta !, Mediapart, Politis, Reporterre, Santé & Travail.

### AUX ASSISES POUR LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

LE SAMEDI 13 JANVIER DE 9H À 16H30  
BOURSE DU TRAVAIL (SALLE HENAFF),  
29 BOULEVARD DU TEMPLE



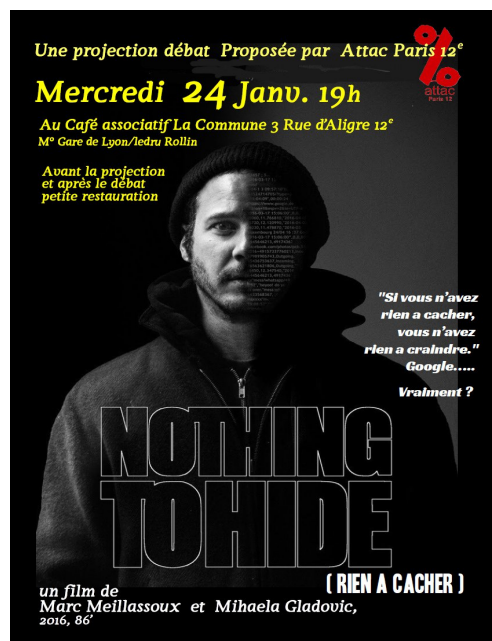
## Attac occupe l'Apple Store d'Opéra pour exiger qu'Apple paie ses impôts



Samedi 2 décembre, 100 militant·e·s d'Attac occupent l'Apple Store d'Opéra à Paris pour demander qu'Apple paie au plus vite les 13 milliards d'euros que lui réclame l'Union européenne depuis plus d'un an.

Dans le cadre d'une campagne lancée lors de la sortie de l'iPhone X, Attac a organisé le samedi 2 décembre des dizaines d'actions dans toute la France pour dénoncer les pratiques de la marque à la pomme et faire en sorte qu'elle paie ses d'impôts dans les pays où elle exerce ses activités.

## Ciné-Débat d'Attac Paris12°



Au café associatif « La Commune »  
3 rue d' Aligre 75012

## Soirée de présentation du livre

### TOUJOURS PLUS POUR LES RICHES

MANIFESTE POUR UNE FISCALITÉ JUSTE

Mardi 9 janvier 2018 à partir de 19 h, au bar « La Colonie » (128 rue de la Fayette - 75010 Paris).

## Jeudi 11 janvier 20h

### Réunion mensuelle du Comité Attac Paris 12e

1° partie-Vie du comité: Contrôle des chômeurs, Campagne Apple, mobilisation Carpentras, Rassemblement NDDL, Ciné-debat, collages, table marché, ...

2° partie-Débat: **Le libre échange et la Crise**  
Animé par Claude Layalle

**A la Maison des associations**  
**181 Av. Daumesnil 75012 Paris**

### NOUS JOINDRE :

<http://local.attac.org/paris12/>  
[www.facebook.com/AttacParis12/](http://www.facebook.com/AttacParis12/)

- Par mail : [paris12@attac.org](mailto:paris12@attac.org).  
- Par correspondance -  
Maison des associations du 12e,  
181 Av Daumesnil 75012 Paris.

